

JEUDI 16 JUILLET 2015

« Voir » la fin de la civilisation industrielle.

- = Scénario pour le chaos p.1
- = Le règne du cygne noir achève celui de l'Occident (Michel Santi) p.12
- = La Grèce aujourd'hui, les Etats-Unis demain ? (Ron Paul) p.13
- = Salade grecque (James Howard Kunstler) p.16
- = **Pétrole : quelque chose a changé...** p.17
- = LE NOUVEAU PLAN POUR LA GRÈCE DÉJÀ CONDAMNÉ (François Leclerc) p.20
- = La crise grecque révèle l'incapacité de l'Europe à résoudre une crise monétaire (P Herlin) p.21
- = Le krach Chinois est plus gros que celui des subprimes. Les implications peuvent être plus importantes (Bruno Bertez) p.22
- = Des zombies de plus en plus durs à entretenir (Bill Bonner) p.24
- = Les Grecs n'ont plus accès à leur coffre en agence bancaire p.26
- = Le pavé dans la mare du FMI. suite IMPORTANT (Bruno Bertez) p.28
- = Grèce : aurait-on oublié l'essentiel? (Bruno Colmant) p.29
- = Le FMI veut mettre la main sur votre épargne p.30
- = A quoi sert l'Europe, au fait? (Myret Zaki) p.32
- = L'économie du Japon piétine p.33
- = Faillite : pendant que la Grèce lutte, Porto Rico sombre p.36
- = Europe : moins de la moitié des Irlandais paient leur facture d'eau p.38
- = BHP Billiton perd de l'argent à cause du gaz de schiste aux Etats Unis p.39
- = Le krach annoncé des centres commerciaux p.40



Scénario pour le chaos

Présenté par Pierre Templat 13 juillet 2015 , <http://survivreauchaos.blogspot.fr/> **Article en reprise**

=> Article rédigé par Elizabeth, rédactrice de Survivre au Chaos.

NYOUZ2DÉS : Pour les gens ne croyant pas que nous allons vivre un effondrement économique voici une interview (en anglais) de Christine Lagarde, présidente du FMI, qui mentionne le terme « big reset » une soixantaine de fois durant un entrevue.



<https://www.youtube.com/watch?v=CVsGzIYmqc> (anglais, 20 minutes)

Pour la seconde partie de son article "[Et si le chaos c'était un dîner de cons](#)", Elizabeth nous entraîne dans un scénario captivant basé sur **l'hypothèse plus que probable d'un prochain effondrement économique** ;

Une fiction au jour le jour, vue par l'œil expert d'une psychologue professionnelle.

Pour ne pas être pris au dépourvu le jour où les lumières vont s'éteindre...

=====

7 – Exemple d'application (petite fiction hélas pas assez fictive, rédigée quelques heures avant la dévissée Suisse du Franc)

Pour mettre tout ça en pratique, il faut « visualiser » le scénario. En voilà un, il est perfectible, mais il permet d'imaginer comment mettre en application ce que nous avons vu dans l'article précédent.

(Tous les éléments ci-dessous sont crédibles, parfois réels, en tous cas partent de statistiques étudiées comme le déroulement type d'une épidémie ou le fonctionnement des échanges financiers internationaux)

Type de chaos : économique

Probabilité : grande...

Démarrage : après un certain nombre d'incidents, le dollar dévisse, et les bourses sont fermées brutalement. L'annonce s'est faite à 9h30 heure locale en France.

Situation à l'heure « H » le 5 Octobre :

A) Les travailleurs travaillent et les chômeurs chôment ; personne ne réalise vraiment et sauf exception, la très grande majorité ne change pas ses habitudes (soit 60/70 % de la population qui ne fait RIEN : stupeur)

B) Ceux qui le peuvent retirent des espèces au distributeur, soit un maximum de 300 euros (ils sont d'ores et déjà limités), ceux qui peuvent font des courses et ceux qui peuvent communiquent sur les réseaux sociaux (soit 20/30 % de la population)

C) Les survivalistes avertis (moins de 5 %) décalent leur planning et se préparent

mollement (ce n'est pas un scénario très effrayant), ils disposent de 1.000 euros en espèce (retirer plus aux guichets est impossible)

D) Les personnes physiquement et moralement affaiblies attendent devant l'écran télé (plus ou moins 10 % + enfants et personnes âgées).

Situation à la fin de la journée de travail, soit heure H plus ou moins 6 heures :

A) Les médias ont développé le sujet et on ne parle plus que de ça. Toutes les banques ont pris des mesures, et les décrets gouvernementaux sont d'ores et déjà en œuvre : mouvements financiers bloqués, retraits bloqués ou très limités, etc.

B) Les familles partent faire leurs courses avec espèces et carte bleue ou chéquiers. Ce seront peut-être les dernières. Pour deux raisons, la première est le blocage des moyens de paiement, la seconde, le déstockage massif dans les magasins rapidement vides.

C) Nous avons donc, pour le moment, une population assez calme :

a) 5 % maximum sont prêts et organisés pour tenir un bon moment, carburant dans les voitures, placards pleins.

b) 60/70 % sont prêts pour une semaine, voire 15 jours sur certains produits.

c) 20/30 % ont peu réagi et attendent les conseils des médias qui ont expliqué qu'il ne FALLAIT PAS s'affoler, ils ont 3 à 8 jours de stocks et un demi-plein d'essence, 50 euros dans le porte monnaie.

d) 5 % sont déjà à 0, mais ne le savent pas ; ils ont 3 jours de stocks maximum, 10 euros dans le porte monnaie, pas de véhicule, parfois pas de santé.

D) La première nuit se passe bien, personne ne manque de rien.

Une sinistre mécanique se met en route : l'arrêt financier déclenche le blocage de tous les échanges bancaires mondiaux donc l'arrêt total de toute forme de commerce et transport. Depuis le pétrole brut jusqu'au bas nylon : plus rien ne va circuler. *L'énergie elle-même ne peut plus être vendue, faute de mouvements financiers possibles.* Néanmoins, il existe quelques « sécurités » et une tolérance

avant qu'on ne ferme les robinets... Les banques centrales resserrent les « boulons », stoppent le bank run en bloquant les mouvements et retraits et tentent une sortie de secours.



Jour « J » + 1 :

Les banques ferment leurs guichets pour éviter le bank run, les retraits sont impossibles et **lorsque les médias préviennent, c'est un fait accompli**. A 10 heures les médias font de l'humour : il n'y a plus de camping gaz chez Décathlon, qui de toute façon refuse les paiements par chèque et CB et ne peut plus faire de réassort. Un vieux interviewé explique que c'est important de stocker de la farine et du sucre... ça fait sourire. Tout de même, c'est pas 39/45 !

Les survivalistes se séparent en 2 groupes :

- La Moitié décide de rejoindre sa BAD.
- L'autre Moitié, découragée par sa famille, décide d'attendre encore un peu.
- La population réagit mollement.
- 60/70 % font la queue devant les banques et/ou les magasins (qui sont d'ores et déjà en rupture sur un certain nombre d'articles).
- 20/30 % adoptent d'autres comportements, le secours populaire a été cambriolé dans la ville de Dijon.
- Une minorité tente le vol et les pillages, mais ces actes sont qualifiés d'exceptionnels.
- Le gouvernement réagit et lance des appels au calme. Il se veut rassurant. Les informations passent en boucle sur tous les médias pour expliquer comment les banques centrales vont mettre en place une monnaie mondiale de secours pour préserver les échanges internationaux et relancer le système.

Jour « J » + 2 à 4 :

Tout le monde ou presque (95 %) mange encore autant qu'avant. Les gens se réunissent même pour en parler autour de l'apéro. Les lapins crétins se réjouissent : de nombreuses entreprises jouent la carte des RTT et autres congés payés, voire chômage technique pour stopper toute forme de production invendable.

Le gouvernement lance une incitation nationale à l'entraide : dénoncer le voisin qui n'a rien afin qu'il reçoive aide et soutien. Mais aussi dénoncer le voisin armé et/ou violent avant qu'il n'aggrave la situation. Le civisme est la seule réponse possible face au désordre explique le premier ministre !

Jour « J » + 5 à 12 :

Les premiers placards sont vides. Les magasins sont vides. Les cœurs sont vides. Pillages et violences nocturnes ont contraint de nombreuses communes à mettre en place un couvre feu. **La police est passée chez tous les détenteurs d'armes à feu entre 6 et 7 heures du matin pour récupérer les armes détenues légalement à cause des risques de violence.** Personne n'avait été prévenu, 2 citoyens surpris et qui ont refusé ont fini au poste, un troisième qui a voulu résister s'est fait abattre comme un lapin.

- Les survivalistes purs et durs ont tous rejoint leur BAD, les autres sont restés et aident leurs voisins. La plupart du temps parce que femmes et enfants ne voulaient pas changer.
- 60 % de la population se terre chez elle et discute encore via les réseaux sociaux et le téléphone.
- 30 % sort son nez pour chercher à manger, les altercations se multiplient.
- 5 % vont chercher leurs ressources de gré ou de force et les médias demandent aux gens de ne plus ouvrir leur porte.

Les informations expliquent que la chute du domino a entraîné la chute de tous les dominos et que les banques ne peuvent plus assumer les mouvements financiers : termes polis pour dire que nos économies sont détruites et que nous n'avons plus aucun accès à l'argent. Mais le gouvernement assure que tout est sous contrôle et que l'armée va distribuer des vivres, que le partage des ressources agricoles et la solidarité ainsi que le civisme allaient résoudre le problème. Le réseau d'eau est tombé en panne à Nîmes. De nombreux décès sont à déplorer car les malheureux n'ont tout simplement pas obtenu ce qu'ils auraient pu obtenir : une bouteille d'eau chez leurs voisins.



Jour « J » + 3 semaines :

La situation mondiale est dramatique et la télévision passe des scènes d'horreur. L'approvisionnement électrique a été stoppé dans la plupart des communes et le réseau d'eau est en panne. L'armée Française a procédé à la mise en place de citernes et de réseaux de rationnement, mais ils sont insuffisants et on ne compte plus les agressions. Plusieurs morts sont à déplorer chaque jour. De graves problèmes d'hygiène ont commencé à faire surface, les poubelles ne sont plus vidées, les villes sont ignobles, ça et là des morts ont été abandonnés dans les rues (les morgues sont fermées).

- 50 % de la population est en panne de téléphone portable et d'ordis. (plus d'électricité). Les prévoyants ont mis en route leurs systèmes autonomes.
- 60 % de la population obéit aux directives gouvernementales distribuées par haut-parleur lors des rationnements.
- 30 % sont déjà partis et des files de réfugiés affaiblis ou violents marchent le long des routes en direction des campagnes les plus proches. Les citoyens qui le peuvent boivent sans précaution l'eau des fleuves et tombent malades.
- Les survivalistes se sont séparés en deux grandes tendances : le groupe A s'est retranché autant que possible, mais s'aperçoit que ça va être plus difficile que prévu à cause des nécessiteux qui deviennent violents, et le groupe B resté à proximité et tentant de faire du social.
- Le reste commence à devenir ingérable, soit parce que trop fragilisé, soit parce que trop violent ; plus aucun dialogue n'est possible.

Le système de soin est réduit à la portion congrue : réquisition du carburant pour les hôpitaux et uniquement pour les chirurgies d'urgence. Les médecins disposent

d'un stock de carburant compté. Les médicaments sont quasi introuvables. Une appendicite constitue un risque mortel. Les premiers diabétiques non gérés commencent à mourir.

Jour « J » plus + 1 mois :

Il n'existe plus aucun stocks en ville. Les magasins sont pillés. L'argent n'a plus aucune valeur et même l'or ne vaut rien si on ne trouve pas à l'échanger. Alors que les quelques radios qui fonctionnent font état d'une situation mondiale dramatique (système monétaire effondré, seule la Chine a survécu, mais en fermant ses frontières), les problèmes d'hygiène se sont développés et la médecine fait l'objet de trocs infâmes. Les pharmacies ont été fermées/pillées et n'ont plus de stocks non plus. Les gens malades de façon chronique sont condamnés à mort (diabète, thyroïde, cœur, etc.).

Les échanges armés se sont intensifiés. Les soldats commencent à se servir sur les stocks des civils. Un paquet de comprimés pour l'estomac s'échange contre 5 kilos de farine. Les antibiotiques sont tous réquisitionnés, le marché noir de l'antibio a créé une situation sans précédent. Un agriculteur a tué son fils en lui injectant des antibiotiques pour bovins pour le sauver de sa pneumonie contractée en travaillant sous la pluie dans la ferme familiale.



Jour « J » + 45 jours/3 mois :

Le gouvernement ne pouvant maintenir la présence de l'armée a renvoyé les soldats. Il n'existe plus aucun système de compensation. Il fait froid, et humide. Une nouvelle pathologie est apparue, ultra contagieuse. Elle ressemble à un syndrome grippal, qui aboutit à 70% de mortalité sous 8 jours. Les rumeurs se

succèdent. **Les campagnes mangeaient à leur faim, mais l'arrivée massive des citoyens en exode a provoqué une forme de guerre civile.** A défaut de tout, les échanges satellitaires ont été stoppés. Il n'existe plus de réseau téléphonique ou informatique. Les recharges par panneaux solaires sont donc inutiles. Les groupes électrogènes qui ont rendu service ont été souvent volés et les stocks de carburant privés sont épuisés.

- 1 % de la population est organisée et protégée (survivalistes), non sans mal.
- 78 % de la population crie famine et est dans un strict réflexe alimentaire et de peur, la violence urbaine a vidé les rues.
- 22 % de la population a encore la force de chercher des solutions et on voit ça et là apparaître des petites plantations, des petites communautés religieuses, souvent démolies par des gangs armés qui veulent s'attribuer leurs maigres ressources.
- **9 % : La population se réduit de 9 % par semaine dans les pays civilisés.** Ce phénomène va durer douze semaines en France. C'est tout simplement une vision d'horreur. De 68 millions d'habitants, il n'en restera que 21 millions au bout de cette période.

Sortir avec un sandwich en pleine rue équivaut à un suicide ! Les seules personnes qui ont conservé des armes sont précisément ceux qui ne les avaient pas déclarées, laissant d'autres citoyens respectueux des règles tout à fait désarmés. Pour trouver un médicament pour son enfant malade, un homme armé a massacré le pharmacien et toute sa famille à la kalach ; ça ne s'est pas su, vu qu'il n'y a plus de médias, sauf par les radios amateurs qui renvoient des infos catastrophiques et amplifient la peur :

- 5 % des gens sont disposés à aider leur prochain.
- 95 % des survivants sont prêts à tuer leur prochain pour vivre, juste pour vivre une journée de plus.
- 79 % sont à l'arrêt et se sont posés là où ils pouvaient (à défaut de nourriture, la migration a été stoppée), mais la criminalité dans ces campements de fortune est atroce.
- **16 % en bonne santé et jeunes sont prêts à tout, y compris à manger du cadavre frais pour survivre.**

Situation jour « J » + 5 mois, le 5 Mars de la nouvelle année :

- 0,5 % de la population initiale, soit 340.000 personnes sont organisées. Ce chiffre se réduit statistiquement de 5 % chaque semaine (violences, gangs,

- maladie, erreurs de diagnostics, erreurs stratégiques, conflits internes)
- 85 % de la population survivante est organisée en rapines, braconnage, violences, négociations et marché noir : les pires choses s'échangent, tout se mange, le cannibalisme est devenu fréquent dans toutes les catégories.
 - 12 % de la population survivante continue de tenter de se réorganiser en communauté, ces communautés s'étendent car il y a de moins en moins de monde et donc de plus en plus de ressources naturelles
 - **Le reste continue de mourir... soit 2,5 % par semaine (différence mortalité/natalité), ce chiffre restera stable durant 5 ans**, il ne restera que 5 millions de Français sur le territoire au bout de ce laps de temps.

Il n'existe plus aucun système de voyage à l'ancienne (avion, train, voiture), l'armée est invisible, mais les gens informés ont récupéré les leurs qui étaient soldats et qui racontent des trucs incroyables. Il n'existe plus de réseau électrique, et plus aucune grande entreprise. Les radios amateurs et système électriques ou à batterie ont permis de faire circuler l'information qui répète à l'envie qu'il ne subsiste rien. L'épidémie s'arrêtera naturellement à la sortie de l'hiver. Paris est dévasté, ainsi que toutes les villes de France. Le gouvernement est muet depuis un certain temps.

Situation jour « J » + 6 mois, Le 5 Avril :

Un printemps magnifique permet d'envisager les plantations et l'élevage, à condition de pouvoir les protéger contre :

- Les cons qui veulent manger toutes les poules
- Les voleurs, de poules ou du reste
- Les limaces qui sont très assidues

A défaut de moyen de contraception les femmes deviennent prudentes : la grossesse peut représenter un sacré risque !

Toute maladie est grave ! Mais le beau temps voit déguerpir l'épidémie de Grippe et les mourants sont tous morts, ça devient bon !

Il ne reste qu'une population réduite de survivalistes qui va se réintégrer au reste de la population. Ces gens prévoyants ont encore des ressources mentales et physiques à partager.

Les souffrances ont modifié le comportement d'une population qui dispose

désormais d'un vaste territoire déstructuré, mais vaste... Et 30 % du bétail a survécu dans les zones isolées !

Mais pourquoi bon nombre de survivalistes sont-ils au cimetière ?



8 – Bonus : pourquoi n'ont-ils pas survécu ?

En clair : parce qu'ils ont obéi aux mêmes lois que les autres...

Le jour « J » seule la stupeur vous donne le temps de la réflexion et de la mobilité. Si elle vous gagne, vous êtes cuit !

- 5 % des survivalistes ne se posent aucune question et filent à l'anglaise ou bouclent leur BAD en déclenchant le plan B.
- 60 % des survivalistes discutent avec leur petite famille qui n'a pas très envie de faire un cinoche pareil pour une fausse alerte : priver les enfants de l'école, laisser sa mère toute seule chez elle dans la ville d'à côté ou arrêter de travailler...
- 30 % prennent tout de suite la décision d'attendre encore un peu.
- 5 % décident qu'ils ne peuvent absolument pas s'isoler du monde et qu'il faut vivre ce processus tous ensemble.

Au bas mot et de façon prévisible : Seuls 50 % déclencheront le plan B à temps. J'ai intégré dans ces chiffres l'addition de la stupeur, des réactions de fuite ou de déni. Et je n'ai pas la solution, si ce n'est qu'un cerveau prévenu est un peu plus musclé.

Il existe en plus un nombre considérables de raison d'échouer au survivalisme, je vous donne les plus prévisibles :

1°) Le stock de pois-chiches achetés à moins 5 % en vrac à « La vie saine » : malgré l'emballage immédiat en bocaux de verre, les charançons étaient là avant nous... (info vraie : les gousses d'ail ne suffisent pas).

2°) La saisie des armes des imprévoyants, la réquisition des stocks de carburant, de médicaments... On y avait pas pensé, ou pas assez pensé.

3°) L'absence de système de filtration pour l'eau, les 10 ou même 100 jours de stocks étant épuisés.

4°) Pas de médicaments en stock pour soigner l'estomac fragile d'Arthur ; Résultat : Ulcère hémorragique... Fatal.

5°) Ma femme n'a jamais voulu quitter sa mère et estime que mon truc de survie, c'est très exagéré (tout de même, c'est pas la fin du monde). Et c'est la mère de mes enfants.

6°) Nous n'avons pas pu rejoindre notre BAD, trop éloignée, bloqués avant...

7°) Nous sommes en ville et notre panic room nous met à l'abri plus de 90 jours. Mais, bien avant, nous en sommes sortis parce que nous mourrions d'ennui, de curiosité, de solitude.

8°) Nous avions tout prévu : sauf les conflits internes (tensions, stress, etc.), Alex et Jean ont failli se tirer dessus parce que Jean a fini seul la dernière bouteille de Chardonnay.

9°) Nous avions 1 an de stocks semi enterrés et les armes pour les défendre. Mais l'humidité a détruit 50 % des stocks malgré nos protections (bacs plastiques fermés/jointés).

10°) Nous nous sommes sauvés sous une pluie battante et peu couverts : 3 jours plus tard tous malades, Kevin a 40°C, Après des convulsions répétitives, nous avons du retourner en ville chercher un médecin pour le sauver.

Quand aux détails : n'oubliez pas que le diable s'y cache !

Je pourrais continuer cette liste très longtemps pour pointer du doigt des bêtises à trois sous qui condamnent la plus organisée des retraites. Seuls trois détails peuvent distinguer un survivaliste vivant d'une lumière éteinte :

1°) L'humilité (quid de nos limites à chacun),

2°) La préparation mentale qui lui fait travailler longtemps avec un seuil émotionnel et réflexe bas ou différent et/ou appréhender la population qui l'entoure,

3°) La préparation physique avec exercices lui ayant fait reconnaître les manques, fragilités et autres points à mettre au point justement.

Le règne du cygne noir achève celui de l'Occident

Michel Santi 15 juillet 2015



« Les grandes luttes du XXe siècle entre la liberté et le totalitarisme se sont terminées par une victoire décisive des forces de la liberté et du seul modèle possible de succès : liberté, démocratie et libre entreprise. Au XXIe siècle, seules les nations qui s'engageront à protéger les droits de l'homme et garantir la liberté économique seront capables d'assurer leur prospérité. » Prononcé en 2002 par George W. Bush, cet autosatisfecit appartient à des temps révolus. C'est en effet de justesse que le capitalisme occidental a survécu à la crise des années 2007 à 2014. Ses plaies infectées crachent désormais l'inégalité, le mécontentement social et les endettements colossaux. Qu'il est loin le sacre du standard capitaliste érigé en valeur morale suprême !

À la faveur de la crise financière démarrée en 2007, l'Occident a dû remettre en question l'ensemble de ses repères, comme les « valeurs » qu'il souhaitait imposer aux pays émergents. Des nations n'ayant pas la même compréhension du mot « démocratie », comme la Chine ou la Russie, ne se sont-elles pas enrichies sans

adopter les normes occidentales ? Milton Friedman, qui affirmait qu'une société qui privilégie l'égalité des revenus à la liberté « finit par n'avoir ni l'égalité ni la liberté », semble désormais bien désuet aux yeux de ces nations. Car cette « liberté » n'a plus en Occident qu'une valeur instrumentale. Et sa défense semble bien peu crédible, alors même que le pouvoir politique y renonce face aux diktats des infâmes « too big to fail » et laisse une infime minorité concentrer en ses mains richesses et pouvoirs excessifs, prenant allègrement en otage cette liberté désormais vidée de sens...

Décidément, nous n'avons rien appris de cette crise car ses principaux facteurs sont toujours à l'œuvre, quand ils n'ont pas été amplifiés. Nassim Taleb, auteur de *The Black Swan*, devra donc revoir sa théorie selon laquelle la survenance d'un événement imprévisible peut avoir une portée d'autant plus considérable qu'il échappe aux analyses traditionnelles. Car son « cygne noir » est devenu notre pain quotidien ! Finie la période où papa achetait des actions pour les conserver quelques années, révolue celle où grand-papa plaçait son épargne en bons du Trésor. La spéculation à outrance fait désormais partie intégrante de notre vie et affecte même le marché de l'art qui subit une envolée tout aussi malsaine qu'éphémère de ses prix. À l'instar des « Femmes d'Alger » de Picasso, ayant atteint 179 millions de dollars aux enchères il y a quelques semaines, les placements réputés jadis les plus sûrs menacent désormais de se liquéfier du jour au lendemain. Les occurrences exceptionnelles font désormais partie intégrante de la psychologie des investisseurs. Ceux-ci misent et spéculent sur l'avènement du « hautement improbable » dans l'espoir d'en tirer profit. Le « cygne noir » règne en maître absolu.

La conjoncture étant aujourd'hui nettement plus aléatoire qu'avant les précédentes crises (« subprimes », bulle des valeurs technologiques), le système se retrouve frappé d'immunodéficience face au risque de nouvelle implosion. En effet, les États – qui ont dépensé des sommes faramineuses dans le cadre des sauvetages financiers – ne seront plus en mesure de puiser dans des caisses désormais vides pour assainir le système. Inéluctablement, les ingrédients d'une conflagration majeure sont en train de se mettre en place, qui donnera enfin une leçon d'humilité à un Occident imbu de ses prérogatives.

La Grèce aujourd'hui, les Etats-Unis demain ?



Ron Paul
Daily Paul

Publié le 15 juillet 2015

Le drame de la crise financière grecque continue de dominer les gros titres. A l'heure où j'écris ces lignes, des accords sont signés, qui permettront à la Grèce d'obtenir un autre plan de refinancement si le gouvernement du pays acceptait de mettre en place de nouvelles mesures d'austérité. Ces accords permettront à tous de se vanter d'avoir discuté ensemble du sauvetage de l'économie grecque et de l'Union monétaire européenne. Mais ces accords ne sont rien de plus qu'un pansement, et ne permettront pas de régler le problème grec de manière permanente. Une autre crise est inévitable.

La crise grecque nous offre un aperçu de ce qui attend les Etats-Unis, à moins qu'ils ne décident de réduire leurs prestations sociales et financements de guerres. Bien qu'un certain nombre d'observateurs se concentrent sur l'état-providence grec, une grosse partie du déficit du pays est lié à ses dépenses militaires excessives. Alors que son économie s'effondre et que son gouvernement effectue des changements (mineurs) en termes de dépenses en prestations sociales, le budget militaire de la Grèce demeure l'un des plus élevés au sein de l'Union européenne.

Malgré tout ce qu'on nous dit des réductions budgétaires militaires des Etats-Unis, qui auraient soi-disant affaibli les défenses du pays, le budget militaire américain demeure supérieur aux dépenses combinées des quinze pays les plus dépensiers après les Etats-Unis. Une très petite part de ce budget militaire vise à la défense du peuple américain face à la menace étrangère. Le gouvernement américain dépense des milliards de dollars pour maintenir en place une politique étrangère impériale qui diminue la sécurité de ses citoyens. Les Etats-Unis ne pourront pas régler leurs problèmes fiscaux tant qu'ils ne modifieront pas leurs politiques étrangères et ne cesseront pas de gaspiller des trillions de dollars pour mener des guerres peu nécessaires et inconstitutionnelles.

Les dépenses militaires excessives ne sont pas la seule cause des problèmes des Etats-Unis. Comme la Grèce, les Etats-Unis souffrent de dépenses trop importantes en prestations sociales. Réduire son budget militaire et ses aides aux corporations permettrait au gouvernement de détacher du principe d'état-providence sans pour autant léser excessivement ceux qui dépendent des programmes gouvernementaux. Mais une séparation avec l'état-providence ne devrait pas être perçue comme un refus du besoin de réduire les prestations sociales.

L'une des raisons pour lesquelles la Grèce a été dans l'obligation de demander un refinancement à ses partenaires européens est qu'elle a abandonné son contrôle sur sa propre devise en joignant l'Union européenne. De son côté, le dollar jouit du

statut de devise de référence mondiale, ce qui est la raison pour laquelle les États-Unis ont pu accumuler un déficit phénoménal sans souffrir de crise économique majeure. La nécessité pour la Réserve fédérale de monétiser des quantités toujours plus importantes de dette gouvernementale finira par générer une hyperinflation, qui menacera grandement le statut du dollar. La Chine et la Russie se détachent déjà aujourd'hui des transactions internationales en dollars. Il ne sera qu'une question de temps avant que davantage de nations décident de remettre en cause le statut du dollar et, lorsque cela se produira, une catastrophe à la grecque sera inévitable.

Malgré le danger que représente le maintien des politiques actuelles, le Congrès continue d'accroître ses dépenses. Le seul vrai débat qui existe entre les deux partis est de savoir si nous devrions dépenser plus en prestations sociales ou en développement militaire. Il est trop facile de blâmer les politiciens pour ce dilemme. Ils ne font que répondre aux demandes du peuple, qui réclame toujours davantage de dépenses. Trop nombreux sont les Américains qui pensent avoir un droit moral d'accès aux aides gouvernementales. Cette idée est tout aussi commune, sinon plus, au sein du complexe militaro-industriel, des grosses banques et des capitalises de copinage, que parmi les Américains les plus pauvres.

Le Congrès ne fera marche arrière que lorsque suffisamment de gens rejeteront cette mentalité et comprendront que le gouvernement est incapable de gouverner le monde, de gouverner nos vies et de gouverner l'économie. Ceux d'entre nous qui le savent doivent répandre ces idées et faire naître le mouvement qui limitera le gouvernement et nous apportera marchés libres, monnaie saine, et paix.



Ron Paul

Tous ses articles

13 abonnés

Ron Paul est membre du Congrès Américain, où il représente le 14^e District du Texas, et a la réputation d'être un des principaux défenseur des libertés. Il est l'avocat à Washington d'un gouvernement limité, d'une fiscalité très faible, de marchés libres, et d'un retour à des pratiques monétaires saines fondées sur une monnaie gagée sur un actif réel. Il fut candidat à l'élection présidentielle américaine de 2008 (<http://www.ronpaul.org/>)

[Salade grecque](#)



[James Howard Kunstler](#)
[Kunstler.com](#)

Publié le 15 juillet 2015

C'est au pied du mur qu'on reconnaît le maçon, comme le veut le vieux proverbe.

Ce mur-ci, hélas, est composé de vieilles pierres tenues ensemble par un torchis de subterfuges, et ciselé d'absurdités politiques. Puisque le mur leur est déjà tombé dessus, les citoyens grecs pressent le pas lorsqu'ils le longent, résignés, alors que raisonnent les discours universels depuis Helsinki jusqu'à Lisbonne.

Ce qui est plus que jamais visible aujourd'hui, c'est la complète fausseté du système bancaire international. Ceux qui y participent ont perdu confiance en leurs propres entourloupes. Ils se contentent désormais de se laisser porter par les flots dans l'attente des retombées politiques, ou pour faire simple, de la révolte de ceux qui maîtrisent encore l'arithmétique. La Grèce s'attend aujourd'hui à recevoir 90 milliards de dollars de nouveaux prêts, en plus des 350 milliards de dollars qui lui ont déjà été accordés. Ce n'est pas rien. Son programme de remboursement doit ressembler à la carte de la Terre du Milieu.

Plus troublant encore – notamment pour ceux qui sont encore en vacances et pour qui le passage du temps s'est comme arrêté – est le fait que l'établissement de ce nouveau plan de sauvetage prendra des semaines, peut-être des mois, alors que la Grèce est en ce moment même tant paralysée par la banqueroute qu'aucun bien ne peut être déplacé, aucune facture payée, et que l'économie ne peut plus offrir les nécessités de la vie de tous les jours. Le vieux refrain, « votre chèque vient d'être envoyé », n'a plus rien de rassurant pour ceux qui n'ont rien mangé depuis trois jours. Je m'attends personnellement à voir voler les bombes bouteilles sur Syntagma Square avant la fin de la semaine.

Quelqu'un d'autre s'est-il aperçu du manque angoissant de nouvelles émanant des autres nations en difficulté de l'Union européenne, notamment l'Espagne, l'Italie et l'Irlande ? Les précipices au fond desquelles elles sont coincées ressemblent à de simples trous dans le sable. Je me demande quel message elles tirent du mélodrame des négociations grecques ? (Prêtons plus d'argent à des développeurs immobiliers pour construire plus de maisons qui ne seront jamais vendues ? Voilà qui pourrait fonctionner !) Non, le fiasco européen de la dette revient un peu à faire la ronde et danser la capucine. L'implosion inévitable de l'Union européenne, et du système bancaire accroché tel une pieuvre à son visage, sera l'équivalent financier de la peste noire. Des royaumes sombreront, et les systèmes sociaux seront complètement renversés.

L'attente agonisante de cette triste conclusion met à vif les nerfs de tous ceux qui s'inquiètent du degré de futilité et de tragique de leurs exercices. Prenons par exemple les termes des négociations du weekend dernier. Personne n'a plus une once de confiance en la possibilité de les voir satisfaits. Tout ce qui a été mis en place n'est qu'une structure Potemkine qui leur permettra de baisser les bras pendant un mois et de pouvoir partir en vacances.

Voilà qui dresse la scène pour une possible convulsion financière venu l'automne – la saison historique de la ruine – lorsque les ministères et leurs hommes à tout faire replongeront à nouveau dans la réalité lugubre qu'ils auront laissée fermenter. Parmi les nombreuses choses qui pourraient se produire, nous pouvons au moins compter sur la chute du gouvernement grec et l'échec de la Grèce à reverser à temps le premier remboursement prévu par son tableau d'amortissement fraîchement négocié. Voilà qui laissera la Troïka (Union européenne, BCE et FMI) sans aucune crédibilité, et fera se développer la répudiation de la structure européenne de prêt – en clair, l'effondrement de l'Europe.

Cela ne marquerait pas nécessairement la fin du monde, mais n'en serait pas moins la fin de près de soixante-dix années de paix, de prospérité et de stabilité. Le niveau de vie des Européens ne sera pas meilleur que celui de leurs ancêtres des années 1830. Les bases fondamentales des systèmes bancaire et monétaire devront renaître de leurs cendres. De nombreuses nations se disloqueront. La vie intellectuelle en Europe souffrira d'un immense choc, à mesure que le projet des Lumières semblera s'élever dans une vapeur d'insolvabilités et de soulèvements politiques. C'est à se demander si l'Europe pourra contenir la menace du djihad.

De bien sombres pensées pour un jour d'été. Pour ce qui me concerne, je vais maintenant aller m'acheter un costume pour la fête annuelle de Diddy dans les Hamptons. Les chapeaux en peau de raton pourraient redevenir à la mode si, partout aux Etats-Unis, les gens se mettaient à imiter Donald Trump et la créature velue qui a élu résidence sur le haut de son crâne. Quelque chose me dit que les femmes ne seront pas nombreuses à imiter la tenue vestimentaire d'Hillary. Ne serait-il pas astucieux pour Diddy de préparer une grosse salade grecque ? Voilà qui pourrait donner à plus d'un un sujet de conversation autre que le génie commercial de Kim Kardashian.

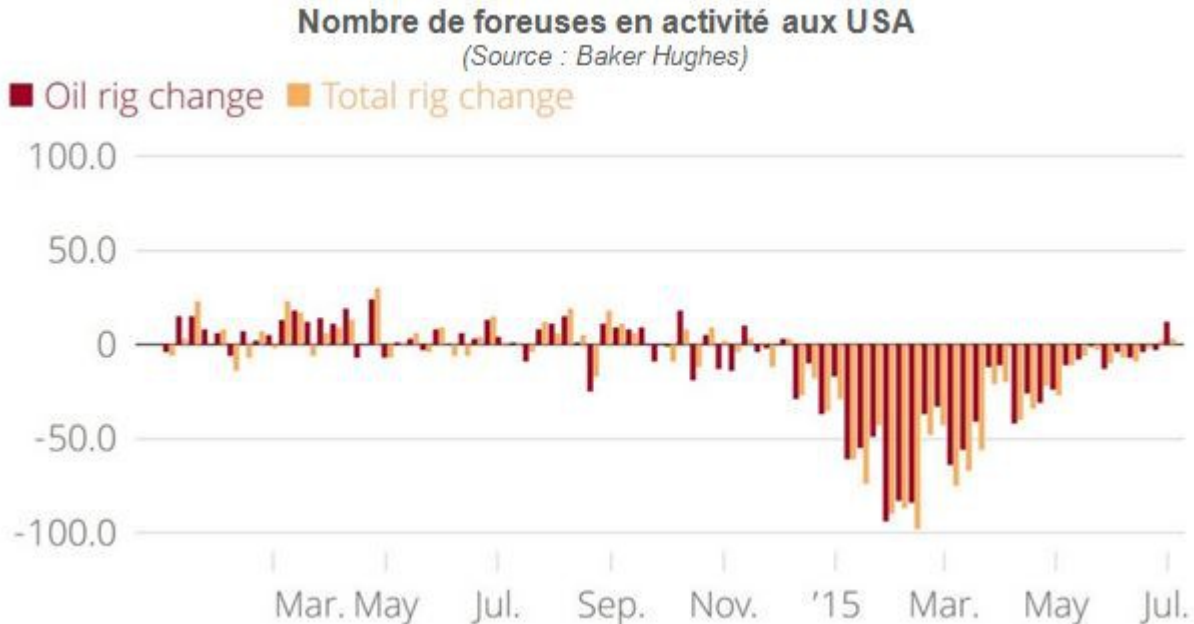
[Pétrole : quelque chose a changé...](#)

[Juillet 16, 2015](#) / [Articles des éconoclastes](#) / par [Benjamin Louvet](#)

Alors que les cours du pétrole oscillaient depuis plusieurs semaines dans ce que les spécialistes appellent désormais la « shale band », bande de prix située en 55 et 65\$ le baril et définie par la capacité ou non d'opérer pour les pétroliers de schiste aux USA, les prix ont brusquement reculé de près de 20%, indiquant un changement de perspectives des intervenants.

C'est tout d'abord l'augmentation du nombre des forages et le maintien d'une production en hausse aux Etats-Unis qui ont eu raison de l'optimisme des opérateurs. Alors que la production américaine avait marqué le pas en février, elle

s'est ensuite régulièrement reprise pour s'établir à 9.7 millions de barils en avril, proche du record historique établi au début des années 70.



Ce sont ensuite les craintes sur la sortie de la Grèce de la zone Euro qui ont pesé sur les cours. L'instabilité qui pourrait s'ensuivre en Europe fait peser une menace sur la consommation pétrolière de la zone dans les mois à venir. De plus, la monnaie européenne pourrait être délaissée au profit du billet vert, ce qui pèse généralement sur le prix de l'or noir.

Les intervenants ont aussi dû prendre en compte les turbulences du marché chinois. L'Empire du Milieu est l'un des principaux facteurs de la hausse de la consommation de la dernière décennie. Aussi, quand les marchés financiers connaissent une correction aussi violente que celle de ces dernières semaines, on est en droit de se demander si l'économie chinoise ne va pas en souffrir. Dans le même temps, le recul des ventes de voitures dans le pays, même si il est marginal, et les moins bons chiffres d'importations pétrolières sont inquiétants.

Ce sont ensuite les négociations avec l'Iran qui ont inquiété les investisseurs. Il semble de plus en plus probable qu'un accord soit trouvé entre les puissances occidentales et l'Iran, tant les enjeux géopolitiques dans la zone sont importants. Si le calendrier du retour du pétrole iranien sur le marché est difficile à prévoir, le marché sait que le pays dispose de stocks immédiatement disponibles qui pourraient très rapidement venir s'ajouter à l'offre déjà pléthorique du marché. Au-delà, le ministre du pétrole du pays a indiqué que l'Iran était prêt et pourrait rapidement doubler ses exportations, ajoutant plus d'un million de barils par jour à l'offre mondiale.

Si l'on ajoute à cela une production record de la Russie et la poursuite par l'OPEP de sa stratégie de gain de parts de marché qui vient notamment d'abaisser son prix de référence à destination de l'Asie, tous les éléments sont réunis pour une correction de grande ampleur. Les positions spéculatives étant par ailleurs très élevées, avec un ratio de plus de 8 pour 1 entre les positions longues et short, les financiers ont dû réduire rapidement leur risque, ce qui a sans doute accentué le mouvement. La politique des chambres de compensation qui augmentent les appels de marge en cas de hausse de la volatilité a aussi obligé les hedge funds à réduire le levier avec lequel ils opéraient.

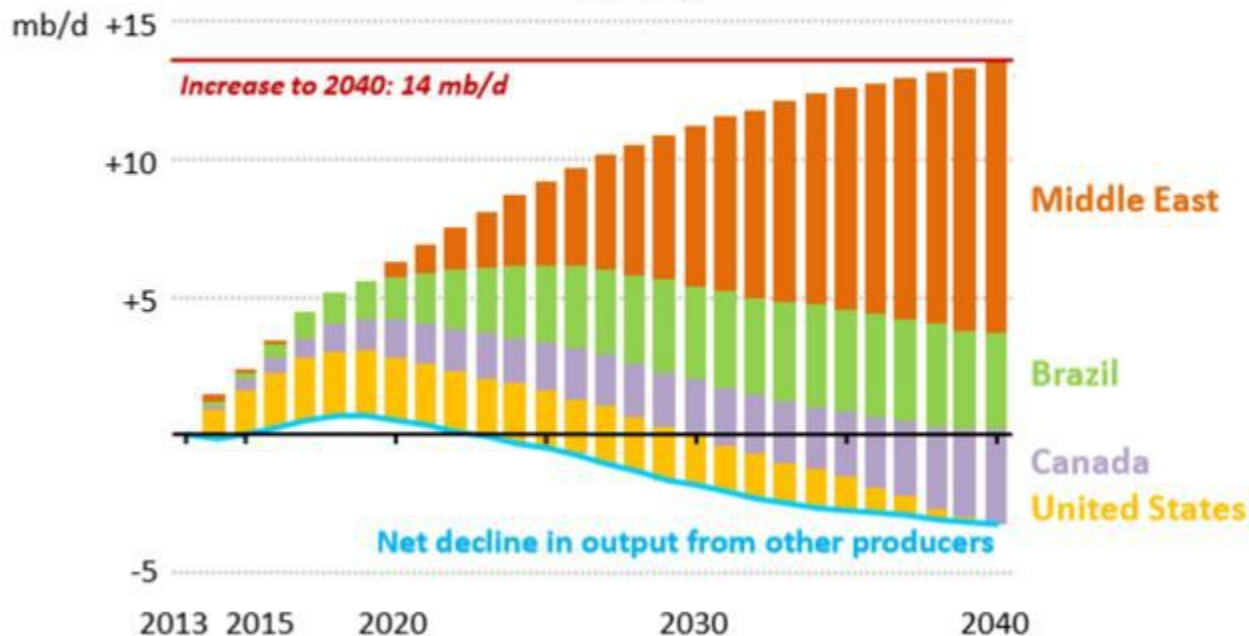
Le marché a donc changé de perspective. Et ce changement est profond. Car au-delà de la baisse observée sur les prix à court terme, on constate également un fort recul des prix sur les échéances lointaines. Ces derniers jours, on a ainsi pu voir les contrats à terme dont l'échéance se situe en 2017 passer sous les 60\$ le baril. Les prix long terme sont normalement beaucoup moins volatils que ceux à court terme, les investisseurs se contentant d'ajouter les facteurs financiers traditionnels à la valeur de court terme, compte tenu de l'incertitude sur l'évolution du prix du sous-jacent.

Que cache donc ce changement d'état d'esprit ? Cela pourrait vouloir dire que les marchés croient au développement durable des pétroles de schiste, qui viennent de faire la preuve de leur résilience. Ceci est néanmoins peu probable car comme nous l'avons exposé dans notre précédente note, les pétroles de schiste portent en eux le germe de leur propre perte, à présent que l'OPEP a décidé de ne pas réduire sa production pour laisser la place aux autres. Dès que les pétroliers américains augmenteront leur production, la baisse des prix qui s'en suivra les bloquera, les ramenant invariablement à leur problème de financement.

Certains évoquent aussi la décision de se couvrir d'un certain nombre de producteurs, jusque-là réticents, à l'approche de la possible signature d'un accord avec l'Iran. En tout cas, la perception des investisseurs a clairement changé. C'est peut-être l'occasion de ressortir un graphique long terme sur la croissance de la production de pétrole au niveau mondial et rappeler qu'au-delà de 2020, c'est-à-dire demain, on ne peut plus compter que sur le Moyen Orient pour compenser le déclin des autres zones géographiques. Si on compte beaucoup sur l'Irak, celle-ci est malheureusement très instable. On comprend donc mieux le rapprochement en cours avec l'Iran. En tout cas, si le marché a changé sa perception à horizon 2 ans, à un horizon de 5 ans, pétrole de schiste ou pas, équilibrer l'offre et la demande de pétrole semble toujours aussi compliqué...

Croissance de la production pétrolière aux USA, Canada, Brésil et Moyen Orient

(Source : EIA)



Par Benjamin Louvet, Directeur Général Délégué de Prim'Finance

[Note originale sur le site de Prim'Finance](#)

LE NOUVEAU PLAN POUR LA GRÈCE DÉJÀ CONDAMNÉ

François Leclerc 16 juillet 2015

Pour le moins mitigés, leurs résultats sont là : François Hollande a empêché la sortie de la Grèce de l'euro et Angela Merkel une restructuration de sa dette. Mais cela ne fait pas un véritable plan pour autant. Il ne suffira pas d'imposer un nouveau fardeau à la Grèce – plus il sera lourd, moins le plan sera crédible – deux tâches restent à accomplir : comment le rendre vraisemblable a minima et le boucler financièrement ?

Les deux questions sont étroitement liées, car il faut réunir 85 milliards d'euros, et les créanciers européens envisagent de mettre 50 milliards au pot. Cela continue d'aller mal quand de l'argent doit être mis sur la table. Le solde de 35 milliards devra provenir des excédents budgétaires grecs et des privatisations, qui viendront en diminution de ce montant, et d'un apport du FMI. A toutes fins utiles, Klaus Regling, le directeur du Mécanisme européen de stabilité (MES) prévoit de combler un éventuel trou grâce au retour de la Grèce sur le marché, qui selon lui pourrait intervenir dans le cadre du plan de trois ans qui reste à négocier !

Appelé dans les faits à devenir le principal contributeur, le FMI y met clairement

ses conditions, refaisant surgir le débat sur la restructuration de la dette qu'il n'était prévu que d'aborder le plus tard possible. L'argumentation du Fonds est simple : ne pouvant pas prêter à un État insolvable, le rendre ainsi est un préalable, comme il s'est expliqué dans sa dernière analyse de la soudabilité de la dette qui a fuité dans la presse. Au passage, les circonstances de sa communication ne sont pas sans poser un sérieux problème de transparence pour le FMI, car les créanciers européens ont seuls bénéficié de celle-ci avant le sommet de dimanche, à l'exclusion des Grecs à qui il a été retiré un important argument dans une négociation qui a abouti à leur capitulation faute d'alternative.

Une bataille de chiffres est engagée entre la Commission et le FMI à propos des prévisions de rapport entre la dette et le PIB, élément déterminant de sa soutenabilité. Le FMI l'estime atteindre 170% en 2022, tandis que la Commission prévoit qu'il descendra à 130%. A noter que ces ratios sont calculés avant que l'on connaisse les mesures dont le 3ème plan exigera l'application...

Peter Doyle, un ancien haut fonctionnaire du FMI, met en cause dans le Financial Times ces prévisions optimistes auxquelles il ne croit pas, prenant appui dans les importantes réserves du document du FMI. Il remarque aussi que les nouvelles prévisions d'excédent budgétaire ne sont pas plus crédibles que les précédentes. Un taux de 3,5% devrait désormais être atteint dès 2018 – dès la troisième année du plan – pour ensuite se stabiliser à ce niveau. Il est d'ores et déjà inscrit dans les faits qu'il ne sera pas atteint et que les projections du FMI et de la Commission sont chiffrées pour les besoins de la cause.

La différence n'est toutefois pas négligeable, car l'effort de restructuration destiné à rendre la dette soutenable sur le papier ne serait pas le même suivant le cas choisi. C'est là que la visite de Jack Lew en Europe intervient : où le curseur va-t-il être placé pour que le FMI puisse rester dans le jeu et participer au financement du plan ? Revenant depuis Washington sur un mémo confidentiel qu'elle avait réservé à une poignée de dirigeants selon Peter Spiegel du Financial Times, Christine Lagarde a laissé une porte ouverte : « ce que nous leur avons leur dit [aux dirigeants qui ont eu droit à ses confidences] c'est que quelle que soit la forme que cela prend, il faut trouver un moyen d'alléger le fardeau et permettre au pays de démontrer que sa dette peut revenir sur une trajectoire viable ».

Nous vivons deux simulacres, celui du maintien d'une entente franco-allemande qui est révolue, et celui de l'unité entre les créanciers de la Grèce, qui va probablement être préservée au profit d'un accord sur les chiffres *politiques* de circonstance. Le seul qui apparait avoir une position logique dans cette affaire qui n'est pas terminée, c'est Wolfgang Schäuble qui n'a pas désarmé et estime que le

temps travaille pour lui, le 3ème plan n'allant pas produire les résultats escomptés. Il continue de tout faire pour cela.

La crise grecque révèle l'incapacité de l'Europe à résoudre une crise monétaire

Philippe Herlin Publié le 16 juil. 2015

Il est amusant de voir les médias, les éditorialistes, les économistes, considérer que l'Allemagne l'a emporté face à la Grèce, qu'elle a su imposer ses conditions, que le plan d'austérité "très sévère" porte sa marque. Rien de plus faux : la Grèce gagne sur toute la ligne puisqu'elle empoche 80 milliards d'euros contre des promesses qui n'impressionnent que ceux qui y croient.

En effet, il faut bien se rendre compte que les promesses faites par Alexis Tsipras (TVA à 23%, régime de retraite moins favorable, libéralisation des professions fermées, lutte contre la fraude fiscale, organisme statistique indépendant) sont les mêmes que celles formulées par George Papandréou lors du premier plan d'aide d'avril 2010 ! Même la mise en place d'un fonds alimenté par le produit des privatisations avait été évoquée à l'époque, et le chiffre de 50 milliards d'euros apparaît exagérément optimiste. Ces engagements valent moins que le papier sur lequel ils ont été écrits.

Tsipras a parfaitement su jouer de la dissuasion du faible au fort, avec dans son jeu un joker : la sortie de la zone euro. Son pays n'y était absolument pas prêt bien sûr, et un tel scénario se serait traduit par un effondrement de l'économie. Mais à Bruxelles et dans les grandes capitales européennes, à Berlin notamment, le Grexit signifiait aussi un saut dans l'inconnu. Avec des pertes comptables d'abord (320 milliards de dettes + 90 de liquidités d'urgence pour les banques grecques apportés par la BCE), mais aussi liées à Target2, le système de compensation entre les banques centrales de l'eurozone (la banque centrale grecque a une centaine milliards d'euros de dette envers ses congénères). Et puis il y a les CDS, les assurances contre le défaut d'un emprunteur, qui se déclencheraient si la Grèce faisait défaut, mais avec quelles conséquences ? Le marché n'est pas réglementé, on ne sait pas qui en vend, qui en détient. Si la faillite grecque fait sauter la Deutsche Bank, ça fait désordre.

Surtout, ce que démontre le psychodrame grec, c'est l'impossibilité pour l'Europe de trouver une solution en cas de crise monétaire, liée à la dette publique ou à une autre cause. La sortie de l'euro ne figure pas au programme, trop d'inconnues pèsent sur elle. Des solutions médianes comme la double circulation monétaire (réintroduire la drachme tout en laissant l'euro circuler au libre choix des acteurs économiques) ne sont mêmes pas évoquées. Reste alors comme seul échappatoire

celui de verser encore plus d'argent (et si les états ne le peuvent plus, la BCE y pourvoira), ce qui ne fait que reculer les échéances. La Grèce a gagné trois ans, les pays européens aussi. La dette grecque passe de 320 à 400 milliards, en attendant le prochain psychodrame.

Et il ne s'agit que de la Grèce... Lorsque viendra le tour de l'Italie, de l'Espagne ou de la France, les carences de l'euro comme monnaie ne pourront plus être masquées par des plans d'aide. L'incapacité à élaborer une solution viable éclatera au grand jour, l'échec de la gouvernance monétaire sera patent et même la BCE sera débordée. La défiance touchera alors la monnaie elle-même, la crise sera d'une toute autre ampleur. Le citoyen européen, qu'il soit salarié, entrepreneur, épargnant, peut vraiment s'inquiéter.

La reproduction, intégrale ou partielle, est autorisée dès lors que www.GoldBroker.fr/ tous droits réservés" est mentionné accompagné d'un lien vers cette page.

Le krach Chinois est plus gros que celui des subprimes. Les implications peuvent être plus importantes

Bruno Bertez 16 juillet 2015

Les milliardaires , grands gérants de Hedge Funds, réunis au cours d'une conférence à New York, avertissent que le krach chinois est très important. Il est plus gros que les subprimes, mais peut-être pas assez pour provoquer une déroute globale.

Depuis le pic du 12 Juin, près de 4 trillions de dollars de « Valeur » se sont évaporés. Les investisseurs sur marge se sont dégagés en panique. Le président chinois a tenté d'intervenir pour calmer les craintes, des mesures draconiennes ont été prises afin de limiter le jeu du marché.

La bulle chinoise est en train d'éclater et les autorités ont choisi la même voie que les autorités occidentales, la fuite en avant et la dissimulation. Il n'est pas sur qu'elles avaient le choix.

Le fait est qu'il est difficile d'apprécier les conséquences du krach car la transparence là bas est quasi nulle, y compris pour les pouvoirs publics. Les pratiques des intermédiaires et le shadow crédit, sont tout sauf transparentes.

Par ailleurs, l'articulation avec les performances économiques réelles est très lâche: aussi bien les chiffres macro que les résultats micro sont douteux. ce qui rend difficile l'appréciation de la solvabilité et de la rentabilité réelles.

Certains observateurs font valoir les résultats passés de l'économie chinoise et ils

mettent en avant les réalisations. Nous pensons que c'est une erreur de raisonnement.

Tout Système à deux faces, une face «actif» qui est celle que l'on voit, et une face «passif», qui est celle que l'on ne voit pas. On ne voit jamais le passif d'un bilan, or c'est par le passif que se déclenchent les crises! Par les désajustements du passif vis à vis des actifs d'une part et par les désajustements à l'intérieur des passifs eux mêmes d'autre part.

Quand les Maîtres vous disent que tout va bien, ils vous pointent toujours l'actif du Système, ils escamotent toujours son passif. Yellen et Bernake par exemple n'introduisent jamais la dette dans leurs présentations, c'est l'un des mots les moins utilisés.

Comme nous l'avons déjà expliqué nos crises sont des crises dites de balance-sheet. Ce qui peut également se formuler par crises d'excès de passif, de passifs mal structurés, ou encore d'excès d'ayant-droits et de promesses que l'on ne peut tenir.

En sens la crise chinoise n'est qu'un symptôme du mal plus vaste qui va nous emporter. Nous pensons que le monde global ne peut supporter une régularisation des politiques monétaires et en aucun cas celle du Centre Anglo-Saxon.

Enfin, la Chine est un Système semi-isolé, mais perméable. La porosité est forte, par le biais des mouvements de capitaux plus ou moins licites, mais personne ne peut mesurer les effets de contagion dans pareille circonstance.

Ce qui est le plus clair, c'est d'une part le risque sur la demande mondiale de matières premières et d'autre part, les risques sociaux si l'activité continue de ralentir.

Des zombies de plus en plus durs à entretenir

16 juil 2015 | [Bill Bonner](#) | [La Chronique Agora](#)

▪ La presse parle de “confiance croissante”. Les investisseurs pensent que le capitalisme de copinage et de compères ont le contrôle de la situation. En Chine, ils ont pu arrêter la chute des marchés. En Grèce, ils ont repoussé le problème à demain de si nombreuses fois que la plupart des investisseurs ont perdu tout intérêt pour la question.

Mais la Guerre zombie se poursuit. C'est le grand conflit de notre époque. Il déterminera qui gère l'économie mondiale — les marchés ou les compères aux commandes du capitalisme de copinage. Il décidera aussi si la population mondiale deviendra plus riche... ou plus pauvre. Ni les zombies ni les compères

ne créent de richesse. Ils se concentrent sur la redistribution — à eux-mêmes. Tant qu’ils tiendront les rênes, les taux de croissance seront lents — ou négatifs.

Voici les dernières nouvelles de l’économie zombie au Japon. Bloomberg :

“Le Premier ministre Shinzo Abe est arrivé au pouvoir en jurant de tirer le Japon de la déflation et de la stagnation. Selon sa logique, la hausse des prix mènerait à une hausse des salaires et de la consommation. Plus de deux ans après, les prix grimpent, mais les salaires ajustés à l’inflation ont chuté à leur plus bas niveau depuis 1990 au moins”.

Vous avez bien lu. Les Japonais — conseillés par Paul Krugman — ont effacé un quart de siècle de croissance des salaires.

Comme les pauvres, les zombies seront toujours parmi nous. Mais plus ils sont nombreux, plus il est difficile de les entretenir. Ils luttent avec acharnement pour garder leurs gains mal acquis... mais à mesure que l’économie ralentit, il y a moins de gains sur lesquels mettre la main.

▪ **Nouvelle économie contre ancienne formule**

Hillary Clinton, par exemple, est du côté des compères — rien de surprenant :

“De nombreux Américains gagnent un revenu supplémentaire en louant une chambre vide, en concevant des sites Internet, en vendant des produits qu’ils ont conçus eux-mêmes chez eux, voire en conduisant leur propre voiture [...] ce qui fait naître de profondes questions au sujet de la sécurité du travail et de ce que sera un bon emploi à l’avenir”.

Elle a continué en disant qu’elle avait l’intention de :

“... sévir vis-à-vis des patrons qui exploitent leurs employés en les classifiant comme sous-traitants, voire en volant leur salaire”.

Comme les pauvres, les zombies seront toujours parmi nous

La nouvelle économie — l’économie non-zombifiée — veut traiter les travailleurs comme des chefs d’entreprise indépendants, des sous-traitants et des partenaires, plutôt que comme des employés. Uber, Lyft, Airbnb, les

consultants et les free-lance sur Internet — tout ça permet aux gens de travailler comme ça leur chante, sans pointer tous les matins. Protection du lieu de travail ? Les gens travaillent où ils veulent... quand ils veulent... et comment ils le veulent.

Mais les zombies et le capitalisme de copinage veut y mettre fin. Ces nouvelles entreprises “violent la réglementation sanitaire, la réglementation du travail, la réglementation municipale”, disent-ils. Et s’ils ne parviennent pas à trouver une

réglementation qui soit violée... ils en écriront de nouvelles ; après tout, c'est pour ça qu'elles sont faites ! Et Hillary propose désormais de "sévir"... pour pouvoir garder les travailleurs là où elle peut les contrôler — c'est-à-dire en esclaves de leur salaire.

Les Grecs n'ont plus accès à leur coffre en agence bancaire (et cela sera bientôt notre tour...)

16 juillet, 2015

Posté par Benji Les Moutons enragés



Les experts en vue qui interviennent dans les médias financiers alternatifs sont unanimes : si vous décidez d'acheter de l'or et de l'argent ou de retirer votre argent en dépôt et que vous ne désirez pas le conserver chez vous pour des raisons de sécurité compréhensibles, il ne faut surtout pas le placer dans un coffre à la banque. Car si le cambriolage en règle est très improbable, la confiscation (temporaire ou définitive) ou le vol ne sont pas à exclure. Et si vous en doutez, le cas grec vous fera vite changer d'avis.

Si la presse lambda a amplement parlé des mesures de contrôle des capitaux qui ont été mises en place voilà maintenant plus de 2 semaines, elle n'a pas évoqué le fait que depuis cette date, les Grecs qui louent un coffre à leur banque non plus l'accès à celui-ci (article de [GoldCore](#)) :

« Un contrôle des capitaux a été mis en place en Grèce depuis le début du mois afin de protéger les banques de retraits massifs de la part de

Grecs de plus en plus nerveux. Ceux-ci avaient raison de se faire du mouron pour leurs économies de crainte d'un effondrement bancaire engendrant la perte de leur épargne via des confiscations ou une opération de renflouement interne.

De nombreux Grecs ont également retiré leur argent de peur d'un retour forcé à la drachme. Cependant, beaucoup de gens ignorent que ceux qui avaient retiré leur argent papier pour le convertir en or et en argent physique ou le stocker dans un coffre à la banque ont également été pris dans le contrôle des capitaux draconien qui a été instauré.

Cela fait des années que nous soulevons ce risque. Pas plus tard qu'en avril dernier nous avons expliqué pourquoi les gens doivent éviter d'utiliser les coffres bancaires.

« Les Grecs ne pourront pas retirer l'argent qui se trouve dans leur coffre à la banque tant que les restrictions sur les mouvements des capitaux seront en place » a expliqué Nadia Valavani du ministère des Finances grecques à une télévision locale et dont Reuters s'est fait l'écho.

L'[article](#) n'a pas reçu beaucoup d'attention alors qu'il été publié dans la section « Obligations » de Reuters, qui n'est pas la plus populaire et qui plus est un dimanche après-midi. (...)

Cette interdiction soulève le risque de la confiscation

Il est difficilement compréhensible que l'argent liquide situé dans un coffre, aussi largement utilisé pour entreposer de l'or et de l'argent physique ainsi que d'autres objets précieux, fasse l'objet des mesures de contrôle des capitaux dont l'objectif est d'éviter un bank run.

Cet argent ne se trouve pas dans le système bancaire, **son utilisation n'aurait donc aucun impact négatif** sur celui-ci. En fait, la mise en circulation de cet argent dans le circuit économique serait **bénéfique** pour l'ensemble du système.

La seule raison qui explique pourquoi l'argent liquide des coffres est également soumis au contrôle des capitaux, des mesures prises en concertation entre le gouvernement et les banques, s'explique par le fait

que ces entités **se réservent le droit de confisquer le contenu de ces coffres en cas d'aggravation de la crise.**

La guerre à petite échelle qui est menée contre l'argent liquide et l'or semble s'intensifier. Les gouvernements vont probablement prendre des mesures pour empêcher les épargnants et les investisseurs de retirer leur argent de la banque pour le mettre en coffre. Cette décision a peut-être cet objectif en vue.

Les coffres que les banques louent sont très pratiques pour conserver une petite quantité de métal. Cependant, comme le cas grec l'illustre, l'aspect pratique et l'accessibilité en théorie aisée d'un coffre à votre agence bancaire peuvent s'avérer être une illusion : le gouvernement et les banques peuvent s'approprier son contenu d'une simple signature.

Croire que la Grèce est un cas exceptionnel serait naïf. C'est en tout cas l'opinion de Marc Faber, qui a d'ailleurs averti récemment Bloomberg que nous allons bientôt vivre une expérience similaire en raison du surendettement massif de la planète. Ce même avis a été émis durant ces derniers mois par des observateurs bien placés de HSBC, Goldman Sachs et Fidelity. (...)

La BCE, qui a désormais droit de vie et de mort sur la Grèce, a placé SYRIZA dans une situation intenable. Mais il ne faut pas oublier que Mario Draghi, avant d'arriver à la tête de la BCE, venait de Goldman Sachs malgré le fait que cette banque ait aidé le gouvernement grec à trafiquer ses comptes pour que le pays puisse rejoindre l'Union européenne. Certains affirment même que c'est Draghi lui-même qui s'est chargé de cette opération même s'il a démenti. (...)

Comme nous le répétons régulièrement, **l'or, l'argent métal et l'argent liquide avec garde dans le système bancaire n'offre aucune sécurité en cas de crise.** Les investisseurs doivent garder leurs métaux précieux dans des coffres en dehors du système bancaire. (...) »

Source: Or-argent.eu

[Le pavé dans la mare du FMI. suite IMPORTANT](#)

Bruno Bertez 16 juillet 2015

Dans un mémorandum de moins de 1200 mots, le FMI descend en flammes la soi-disant solution grecque de Schauble. A partir des projections fiscales, le FMI explique que la dette Grecque n'est pas soutenable et donc qu'il ne peut participer à un nouveau sauvetage. Les conditions pour participer à un nouveau bail-out seraient un colossal haircut, un abandon d'une grosse partie de la dette. Le FMI écrit que les risques que le plan de Schauble ne marche pas sont « considérables ». Le plan suppose que la Grèce connaisse une croissance supérieure à celle des autres pays européens et en plus que les salariés aient une progression de leur productivité très supérieure à celle des autres pays ! Totalement irréaliste. En plus il faudrait que la Grèce connaisse un surplus primaire de son budget important pendant de nombreuses années, ce qui est contradictoire avec l'accélération de la croissance. Ce mémorandum, anodin, va très loin, puisque, si on sait le lire, il signifie que le FMI considère que la situation actuelle de l'Euro et de l'Eurozone implique soit la possibilité de la cassure de la zone, le break-up de l'union, soit la fameuse union fiscale.

Le FMI considère donc que l'Eurozone ne peut fonctionner sous sa forme actuelle et il avance trois options, qui toutes équivalent à une union fiscale. Il s'agit dans tous les cas de faire payer les autres membres pour soutenir la Grèce. Bien entendu, ce sont des solutions dont les pays du Nord n'ont jamais voulu entendre parler.

Option 1

L'Europe accepte la réduction des dettes, le haircut. Cela équivaut à donner à la Grèce en une fois l'équivalent du haircut. C'est comme si on donnait à la Grèce de quoi rembourser une partie de ses dettes. C'est l'équivalent d'un transfert à fonds perdus. Que l'on donne ou que l'on fasse une compensation pour réduire la dette, c'est un transfert des pays créanciers vers le pays endetté. Si je vous prête un million et que j'accepte de ne pas être remboursé, c'est comme si je vous avais donné un million.

Option 2

Conversion de la dette en dette à très long terme et baisse du taux d'intérêt. Cela équivaut à baisser la valeur actuarielle, mathématique de la dette en la repoussant dans le temps. Plus les délais sont longs et plus les Grecs économisent et symétriquement plus les créanciers perdent. C'est un transfert, mais c'est le moins visible.

Option 3

Les pays de l'Eurozone versent chaque année à la Grèce une somme, une aide, qui permet à la Grèce de payer les intérêts de sa dette et d'honorer les remboursements. Sorte de transfert fiscal progressif, annuel.

Grèce : aurait-on oublié l'essentiel ?

Posté le 15 juillet 2015 par *Bruno Colmant*

L'accord grec avait pour objectif de sauver l'euro...mais peut-être pas la Grèce.

Certes, ce pays va recevoir d'importants montants pour aider à ressusciter son économie, qui a perdu 25 % de son PIB depuis 2008, mais rien n'est réglé pour la dette grecque.

Celle-ci a déjà fait l'objet d'abattements, de restructurations, d'élongations et de baisse de taux d'intérêt assorties d'un moratoire, bref de ce qui fait la joie des juristes et financiers.

Pourtant, le FMI vient d'annoncer que la dette publique grecque, qui est déjà une des plus élevée au monde, va croître de 175 % du PIB actuellement à 200 % en 2017.

Le FMI, qui n'est pourtant pas le porte-drapeau du laxisme budgétaire, adjure les créanciers de mettre en œuvre un abattement supplémentaire de la dette grecque ou des restructurations comparables, comme une perpétualisation. C'est un point de vue que la plupart des économistes qui observent la situation grecque partagent.

Ce rééchelonnement sera sans doute écarté pour des raisons politiques compréhensibles : il ne s'agit pas de créer un précédent dont d'autres pays pourraient se prévaloir, sachant qu'un abattement de la dette publique grecque conduit à le faire supporter par les contribuables européens.

L'histoire n'est donc pas écrite car, en 2017 ou plus tôt, on reparlera d'un quatrième plan de sauvetage...

Le FMI veut mettre la main sur votre épargne

Par *Sébastien Maurice*. Publié le 16 juillet 2015 *Contrepoints*

Aperçu sur les politiques du FMI qui vont vous appauvrir.



Christine Lagarde (Crédits : IMF, licence Creative Commons)

Les économistes du Fonds monétaire international vivent-ils dans le monde réel ?
Déjà en avril 2010, le FMI proposait de régler la crise budgétaire grecque par des

hausse massive d'impôt, alors même que l'économie était écrasée sous le poids de la pression fiscale existante.

Rien d'étonnant, cela dit, venant d'économistes dont le statut de fonctionnaire international les autorise à être eux-mêmes totalement exemptés d'impôt.

Rappelons que si les Grecs font tout pour échapper à l'impôt, ce n'est pas par manque d'esprit patriotique, mais parce que le système fiscal grec est particulièrement oppressif. La vraie solution aurait donc au contraire été des réductions d'impôt massives pour remettre sur pied l'économie.

Il s'agit d'une solution gagnant-gagnant, puisqu'elle permet d'augmenter l'assiette de l'impôt (reprise de la croissance et diminution des revenus non déclarés), de réduire mécaniquement les dépenses sociales (baisse du chômage et de la pauvreté) et d'enclencher une baisse du ratio d'endettement par rapport au PIB.

Comme presque toujours en Europe, le choix exactement inverse a été fait. Les plans successifs d'augmentation des taxes ont fait basculer la Grèce dans une spirale récessive qui n'a fait qu'alourdir le poids des dépenses sociales et de la dette tout en encourageant encore davantage l'évasion fiscale.



Mais ce n'est rien à côté de ce que prépare le FMI en cas de résurgence de la crise des dettes souveraines. Au lieu de tirer les leçons de ses erreurs, le Fonds monétaire international propose à présent un plan encore plus destructeur et souhaite s'attaquer directement à votre patrimoine par la mise en place d'une taxe sur tous les comptes d'épargne et d'assurance-vie afin d'alléger la dette des États. Une autre solution envisagée par le FMI est d'obliger les fonds d'assurance vie et de pension à acheter de la dette publique à des taux inférieurs au marché.

Si vous pensez que cela ne vous concerne pas et que seuls les riches seront

touchés, sachez que selon certaines rumeurs [un plan serait à l'étude en Grèce pour prélever 30% sur tous les comptes dès 8000 euros](#). Lorsqu'un État absorbe 50% de la richesse nationale, tout le monde doit être visé. L'étatisme est vendu sous couvert de lutte contre les inégalités (ce que les étatistes de gauche appellent lutte des classes entre riches et pauvres) mais il aboutit toujours à une lutte entre le gouvernement et le peuple. Les grandes fortunes et les entrepreneurs savent déplacer leurs capitaux et fuir à l'étranger, contrairement à la classe moyenne et aux plus défavorisés.

[Comme le notent nos collègues du Temps](#), le problème de l'endettement public est loin d'être limité à la Grèce et une nouvelle crise des dettes souveraines est imminente. [Dans la plus grande discrétion](#), les élites préparent la mise en place de la société sans cash pour vous faire payer l'addition, et aucun grand média n'en parle. Il est temps de réagir en signant notre pétition !

[A quoi sert l'Europe, au fait?](#)

Myret Zaki Bilan.ch Suisse 13 juillet 2015

La mode est au petit, au communautaire, au local. Petit, c'est aimable, démocratique, digne de confiance. Grand, c'est totalitaire, malhonnête et ça nous veut du mal: on hait les élites de l'Union européenne, les multinationales, les grandes fortunes. Tout ce qui est grand devient diabolique. A se croire dans un film de superhéros où le «méchant» est toujours ce gigantesque robot ou ce monstre crachant du feu par-delà les gratte-ciel, tandis que le «gentil» est aussi petit que vertueux.

L'UE est devenue ce dragon fantasmé, autorité illégitime, étrangère à la volonté des peuples, livrée aux discours les plus orwelliens. L'épreuve de force avec la Grèce l'a encore révélé. Les «eurotechnocrates», la «dictature bruxelloise», l'«oligarchie», les «ploutocrates», les «caniches des Américains», la «Finance», les «européistes», tel est le lexique courant pour désigner Bruxelles, hors du monde officiel.

La multipolarité est une forme de démocratie

Pourtant, cette Europe qui se construit péniblement et par crises successives est un miracle. C'est la seule expérience d'unification pacifique, avec une adhésion sur base volontaire. Les Etats-Unis, donnés pour contre-exemple supérieur, se sont construits par les armes, annihilant au passage les indigènes amérindiens.

La Russie s'est unifiée par le sang et les armes, tout comme la France, sans parler

de la broutille de 50 à 70 millions de morts attribués au fondateur de la Chine moderne, Mao Zedong. La Confédération suisse? Elle n'a pas consulté par référendum les peuples avant de s'unir en 1848 après avoir aboli les frontières et imposé une monnaie unique.

J'ai cru en l'Europe, même au plus fort de la crise. Parce qu'elle est une nécessité géopolitique. Bismarck (1815-1898) a montré qu'il est essentiel de maintenir un équilibre des forces entre puissances. Seule cette multipolarité prévient les dérives d'un monde unipolaire. C'est une forme de démocratie interétatique, une vitale répartition du pouvoir. Laissez seule, que ferait la Grèce?

Elle tomberait dans les bras d'un autre bloc, en l'occurrence la Russie ou les Etats-Unis, tous deux empressés de soutenir Athènes contre l'accord bruxellois, et prêts à la récupérer dans leur giron. C'est un leurre de croire que l'Amérique désire l'Union européenne. Une erreur d'analyse très courante. Nous ne sommes plus dans l'après-guerre.

Dans un monde où les grandes puissances sont surendettées, la perspective change radicalement. La coopération devient très opportuniste et les différents blocs sont en concurrence féroce pour les créanciers. Les investisseurs en dette souveraine qu'attire l'Europe sont ceux que perdent les Etats-Unis, et vice versa. Tout le jeu, c'est d'apparaître le plus crédible. Question de survie.

Certes, la zone monétaire qui s'est créée depuis 1999 n'est pas celle rêvée. Mais José Manuel Barroso (président de la Commission européenne de 2004 à 2014) a raison de déplorer la mauvaise foi des Etats membres, qui n'hésitent pas à «européiser leurs échecs, et à nationaliser leurs succès». Le vrai problème, c'est la déresponsabilisation des pays membres. Durant la crise, tous les programmes d'austérité, si décriés par tant d'Européens, ont été décidés à l'unanimité par les gouvernements nationaux, et non par la Commission.

Si bien que cette Europe, dont personne ne veut, ni ses peuples, ni ses capitales, ni ses concurrents, à quoi sert-elle au final? A décharger de leurs responsabilités, en totalité ou en grande partie, des gouvernements nationaux médiocres, pas plus légitimes, providentiellement passés dans l'angle mort de leurs peuples.

L'économie du Japon piétine

BusinessBourse et LaPresse.ca Le 16 juil 2015

La Banque du Japon (BoJ) a abaissé mercredi ses très optimistes prévisions, prenant acte du ralentissement de l'économie au deuxième trimestre, mais son discours reste le même: l'archipel est sur la bonne voie, et la politique monétaire suffisante en l'état.



Elle table désormais sur un produit intérieur brut (PIB) en hausse de 1,7% et une inflation de 0,7% pour l'exercice en cours (avril 2015-mars 2016), alors qu'elle misait précédemment sur +2% et +0,8% respectivement.

Le gouverneur de la banque centrale, Haruhiko Kuroda, a pointé en conférence de presse les faiblesses de l'activité nipponne observées au cours des mois d'avril à juin, creux qu'il estime néanmoins temporaire.

La croissance sur la période, qui sera dévoilée à la mi-août, «n'a probablement pas été très solide», a commenté Hideo Kumano, de l'institut de recherche Dai-ichi Life, témoignant de la fragilité de la reprise et du succès plus que mitigé de la stratégie des «abonomics».

Le premier trimestre calendaire avait pourtant dépassé les attentes (+1%), mais les statistiques récentes ont dressé un tableau moins radieux: chute de la production industrielle, manque de vigueur des exportations, demande intérieure encore timorée plus d'un an après une douloureuse hausse de TVA.

«Turbulences extérieures»

Le gouvernement lui-même a reconnu que «l'économie avait piétiné» au printemps. Il parie pour sa part sur une croissance de 1,5% en 2015-2016, tandis que le Fonds monétaire international (FMI) a dégradé la semaine dernière de 1% à 0,8% son estimation pour l'année 2015.

Le Japon n'est en outre pas à l'abri des soubresauts extérieurs, et garde un oeil sur les turbulences grecques et chinoises.

La Chine, partenaire commercial important du Japon, a vu son économie s'essouffler et ses places financières plonger. «Son influence sur le Japon, la région et le monde est grande et nous suivons la situation avec intérêt», a souligné M. Kuroda.

L'enjeu est moindre à l'égard de la Grèce, avec laquelle les liens sont ténus, mais

la BoJ n'en reste pas moins attentive aux développements de la crise et «espère une application ferme de l'accord» conclu entre Athènes et la zone euro.

Malgré ces embûches, le gouverneur compte toujours atteindre l'objectif ultime de 2% d'inflation courant 2016, persuadé que, si l'inflation est actuellement «voisine de zéro du fait du déclin des cours de l'énergie», un rebond se profile sur fond de redressement de l'économie.

Forte de ces convictions, la banque centrale a réitéré quasiment à l'identique ses prévisions pour 2016-2017: la croissance est attendue autour de 1,5%, et l'évolution des prix à 1,9%.

De même n'a-t-elle pas jugé nécessaire d'étendre son programme de rachat d'actifs, déjà très ambitieux, à l'issue de sa réunion, à laquelle assistait pour la première fois Yukitoshi Funo, un ancien responsable de Toyota récemment nommé à la BoJ.

«Trop optimiste»

Les neuf membres du comité de politique monétaire ont ainsi reconduit, à 8 voix contre 1, le dispositif d'assouplissement qualitatif et quantitatif visant à augmenter la base monétaire de 80 000 milliards de yens par an (826 milliards de dollars CAN).

Sur la même ligne que M. Kuroda, le premier ministre conservateur Shinzo Abe estime que le Japon est entré dans une nouvelle phase après la récession endurée l'an dernier.

«Les profits des entreprises sont sur une pente ascendante, et ces profits se répercutent en emplois et hausses salariales. Le cercle vertueux de l'économie s'est enfin enclenché», se félicitait-il il y a peu devant des économistes, ignorant les critiques.

Et de citer, pour appuyer ses propos, les bénéfices record des entreprises cotées à la Bourse de Tokyo – «qui ont dépassé, pour la première fois de l'histoire, 20 000 milliards de yens (206,5 milliards d'euros)».

De l'avis de nombreux observateurs cependant, un nouvel assouplissement monétaire apparaît inévitable afin de doper une inflation anémique.

«La vision de la Banque du Japon sur l'économie demeure trop optimiste», relève Marcel Thiéliant, de Capital Economics, fustigeant «les changements superficiels» du jour.

«La banque centrale pourrait simplement repousser son calendrier, mais une telle

décision minerait sa crédibilité. Une expansion du programme de rachat d'actifs semble plus probable, peut-être dès le mois d'octobre», avance-t-il.

Source: affaires.lapresse.ca

Faillite : pendant que la Grèce lutte, Porto Rico sombre

Blog d'Olivier Berruyer Source : Sébastien Seibt, pour **France 24**, le 30 juin 2015.



L'île de Porto Rico ne peut pas rembourser ses 72 milliards de dollars de dettes.

Le gouverneur du territoire autonome américain de Porto Rico a reconnu dimanche que l'île ne pourrait pas rembourser ses 72 milliards de dollars de dettes accumulées. Récit d'une longue descente aux enfers qui rappelle le cas grec.

C'est un territoire qui croule sous les dettes, est empêtré dans un cercle vicieux d'austérité et de récession et dont la majorité de la population est au chômage. Bienvenue... à Porto Rico, qui vit une situation qui a le goût de la crise grecque, l'odeur de la crise grecque, mais n'est pas la Grèce.

Là où Athènes tente encore d'éviter une faillite, ce territoire des États-Unis vient de jeter l'éponge. Le gouverneur de cette île des grandes Antilles, Alejandro García Padilla, a reconnu que son territoire ne pourrait pas rembourser ses créanciers lors d'un entretien au "New York Times", dimanche 28 juin. Porto Rico doit maintenant trouver un accord avec ses créanciers concernant les 72 milliards

de dollars (64 milliards d'euros) qu'il leur doit.

Spirale infernale

“Nous sommes tombés dans une spirale infernale”, a-t-il déclaré au quotidien de la côte Est des États-Unis. Ce territoire autonome tente de sortir d'une récession quasi-permanente depuis 10 ans. L'absence de croissance réduit ses rentrées fiscales, oblige Porto Rico à emprunter toujours plus d'argent sur les marchés pour se financer, ce qui a fait exploser la dette publique (qui atteint 100 % du PNB, le Produit national brut). Conséquence : plus personne ne veut prêter des fonds, sauf à des taux d'intérêt exorbitants, et les caisses du Porto Rico se sont vidées.

Mais on ne tombe pas dans une spirale infernale comme Obélix dans une marmite de potion magique par accident quand on est petit. “Il est coutumier de dire que les problèmes proviennent de la fin de la provision fiscale américaine 936 pour les entreprises du continent [États-Unis] qui s'installeraient sur l'île”, [peut-on lire dans une analyse de la situation de Porto Rico](#) rédigée par plusieurs membres passés et présents du FMI, à la demande des autorités locales. Uncle Sam se serait donc créé sa propre version de la Grèce en ne prolongeant pas, en 2006, une incitation fiscale qui avait fait de l'île un paradis pour des entreprises de divers secteurs de pointe. “Il y a eu un exode massif d'entreprises, notamment du secteur pharmaceutique, qui a favorisé la récession”, [souligne le “Wall Street Journal”](#).

Cette clause n'était, pourtant, pas le seul ver dans la pomme portoricaine, assurent les experts du FMI. L'activité a en effet commencé à décliner dès 2004 et cet accident réglementaire a servi de révélateur de problèmes plus profonds. Il y a d'abord eu une crise de l'immobilier, puis la crise financière de 2007 qui a durement frappé le “continent”, principal partenaire commercial de l'île. La reprise n'a ensuite pas été au rendez-vous à Porto Rico car, d'après la note de synthèse, son marché du travail protège davantage les salariés que dans le reste des États-Unis, ce qui a dissuadé des entreprises de revenir s'installer sur l'île et d'autres d'embaucher. Le tout a entraîné une crise bancaire et du crédit.

Pas bon pour l'Américain moyen

C'est donc un tableau très noir que dressent ces économistes du FMI. Ils ajoutent, en outre, que l'austérité imposée par les autorités pour tenter de réduire le déficit et la dette a “été contre-productive”. Les Grecs seront sûrement ravis d'apprendre que de l'autre côté de l'Atlantique, des experts du FMI peuvent estimer que la rigueur en période de récession ne fait qu'aggraver les choses...

Le statut particulier de ce territoire rajoute aux problèmes de l'île. Porto Rico ne

peut, en effet, pas demander à être placé sous la protection de la loi américaine sur les faillites comme ont pu le faire Detroit et d'autres villes américaines. Ce texte permet, en effet, d'encadrer la procédure de restructuration des dettes. Mais Porto Rico va devoir se débrouiller comme un territoire autonome.

Le seul atout de l'île est que cette faillite n'est pas bonne pour l'Américain moyen, comme [le souligne la BBC](#). Si dans le cas grec, la plupart des créances sont entre les mains d'importantes institutions financières, la situation est très différente à Porto Rico car les dettes sont, essentiellement, entre les mains de fonds de pension. C'est donc de l'argent de salariés et de retraités du "continent", et ceux-ci ont un poids politique certain.

Europe : moins de la moitié des Irlandais paient leur facture d'eau

LeParisien 15 juillet 2015

[L'eau est un service public qui ne peut être arrêté. Mais que va-t-il se passer lorsque les gens cesseront de payer?]

En Irlande, l'eau du robinet est devenue payante en janvier 2015. Une mesure qui a du mal à passer, moins de la moitié des Irlandais ont accepté de payer leur première facture.

C'est une mesure que les Irlandais ont du mal à avaler. Depuis janvier 2015, l'eau du robinet est devenue payante dans l'île verte. Mais à l'issue du premier cycle de facturation, Irish Water n'a obtenu que 46% du chiffre d'affaire escompté. Un chiffre assez faible, dont s'est [pourtant félicité](#) le ministre de l'Environnement, Alan Kelly.

Environ 675 000 ménages ont «fait l'effort de payer leur facture», a expliqué le ministre en promettant que dans un avenir proche plus personne n'échapperait à l'addition.

En attendant l'entreprise Irish Water, enregistre un manque à gagner de plus de 36 millions d'euros pour le premier trimestre. Dublin s'était engagé à introduire cette taxe sur l'eau dans le cadre du plan d'aide financière du Fonds monétaire international (FMI) et de l'Union européenne (UE) adopté en 2010 pour sauver son économie de la faillite.

Une mesure impopulaire

Cette mesure, qui met fin à une exception au sein de l'UE datant de 1997, s'est avérée très impopulaire après des années d'austérité.

Des dizaines de milliers de manifestants avaient réclamé son abrogation en mars mais le gouvernement n'avait pas pé sur le fond malgré quelques aménagements.

«C'est un désastre absolu pour Irish Water», s'est indigné Paul Murphy, député de l'Alliance anti-austérité, un parti d'opposition de gauche au gouvernement de coalition au pouvoir. «Cela sape significativement le principe d'une facturation de l'eau et met le gouvernement sur la sellette», alors que des élections doivent se tenir avant avril prochain, a-t-il ajouté.

BHP Billiton perd de l'argent à cause du gaz de schiste aux Etats Unis

BusinessBourse et Euronews Le 16 juil 2015

[BHP Billiton ne peut pas faire faillite. Il est souvent le seul fournisseur de pièces d'entretiens des raffineries et des exploitations de pétrole dans le monde. Mais que va-t-il se passer si BHP Billiton fait faillite quand même?]



<https://youtu.be/gQ7rfrUpeOw>

BHP Billiton va inscrire dans ses comptes 2015 une provision de 2,8 milliards de dollars en raison d'une baisse de valeur de ses actifs dans le gaz de schiste aux Etats-Unis.

Le géant minier anglo-australien qui subit la baisse des cours explique l'essentiel de cette charge par la complexité géologique du champ Hawkville au Texas, à l'expiration de licences d'exploitation ainsi qu'à des changements de projets de développement sur ce site qui va lui-même faire l'objet d'une réduction d'investissements.

BHP Billiton avait annoncé en janvier une réduction de 40% de ses activités dans le gaz de schiste.

Le krach annoncé des centres commerciaux

BusinessBourse Le 16 juil 2015



Montée du e-commerce et évolution des magasins de la grande distribution et des centres commerciaux, c'est la tendance inéluctable. Consommateurs, comme le e-commerce vous a changés... et comme vous faites changer la grande distribution et les centres commerciaux! Actuellement 35 millions de français achètent en ligne pour près de 60 milliards d'euros, qui devraient passer à 90 en 2020, soit environ le tiers des ventes actuelles de la grande distribution.

Se déplacer vers la périphérie des villes pour circuler entre de longs rayons puis vider des caddies dans des voitures après une queue aux caisses va de moins en moins de soi : livraisons à domicile, drives en voiture... et à pied, magasins relais, casiers de retrait « click and collect »: les solutions se multiplient et évoluent, en particulier sous l'impulsion d'Amazon : prix forfaitaire annuel pour les livraisons, « uberpop » de la livraison (en test)...

Les drives conduisent le mouvement

Les drives mettent bien en évidence l'évolution des comportements car après 7 ans de développement, où ils ont porté l'essentiel de la croissance de la grande distribution, ils sont maintenant utilisés par 1 consommateur sur 4, les seules catégories socioprofessionnelles sous représentées étant les sans emplois et inactifs : les deux tiers des utilisateurs ont de 25 et 44 ans, alors que les 50 – 64 ans ne représentent que 4% et les plus de 65ans 1%.

Le commerce traditionnel, pas seulement le grand, a été obligé d'intégrer le e-commerce en cherchant à tirer un avantage concurrentiel de leurs magasins physiques, dont l'utilité est reconnue par les internautes, pour toucher les produits,

dialoguer avec des vendeurs, s'assurer de l'après-vente...

Mais actuellement près de 40% des internautes consultent des sites d'e-commerce pendant leurs visites en magasins : plus d'un français sur 2 possède un smartphone et 1 foyer sur 3 au moins une tablette.

Un sous-produit d'activité de loisirs



Dans leur intégration des ventes sur internet, les acteurs du commerce physique cherchent à réduire le risque que leurs magasins servent de showrooms pour des achats chez leurs concurrents « pure players » de l'e-commerce mais aussi à inciter aux visites dans leurs magasins, qui doivent évoluer : ils n'ont plus à contenir tout ce qui est vendu, toutes les tailles. Ce changement, combiné à la montée des livraisons et retraits hors magasins, permet de réduire les besoins de surfaces et rapprocher les magasins des centres denses pour développer la fréquentation.

Faire venir les visiteurs dans des zones commerciales périurbaines devient plus difficile donc nécessite de nouveaux efforts : développement de certains rayons, comme les produits frais, avec des événements associés : marchés de producteurs locaux, regroupement important de services : cinémas, restaurants, artisans, spécialisation : le luxe ... jusqu'à faire du commerce un « sous produit » d'activités de loisirs (« retailtainment »). Cette course à l'attractivité pouvant mobiliser des moyens exceptionnels : soufflerie de simulation de chute libre... avec le risque de n'attirer fortement que les weekends et des problèmes de rentabilité.

La survie du plus fort

Dans le cas des centres commerciaux la différenciation porte aussi sur leur capacité d'apporter des services aidant les commerces qu'ils cherchent à attirer à développer conjointement e-commerce et activité du magasin physique : casiers de retrait pour le click and collect, bases de données « big data » et actions marketing locales... Dans cette démarche les centres commerciaux nouvellement construits sont naturellement des concurrents très dangereux pour ceux qui prennent lentement le virage.

Une récente étude (Cushman & Wakefield) établit que c'est la montée du e-commerce qui est le facteur principal sur le devenir des centres commerciaux, son titre, « La survie du plus fort », donne le ton sur les conséquences du « siphonnage » entre zones commerciales.

[Lire la suite sur magcentre](#)